



# Les Etats-Unis en voie de désindustrialisation ?

*Jean-Michel Boussemart*

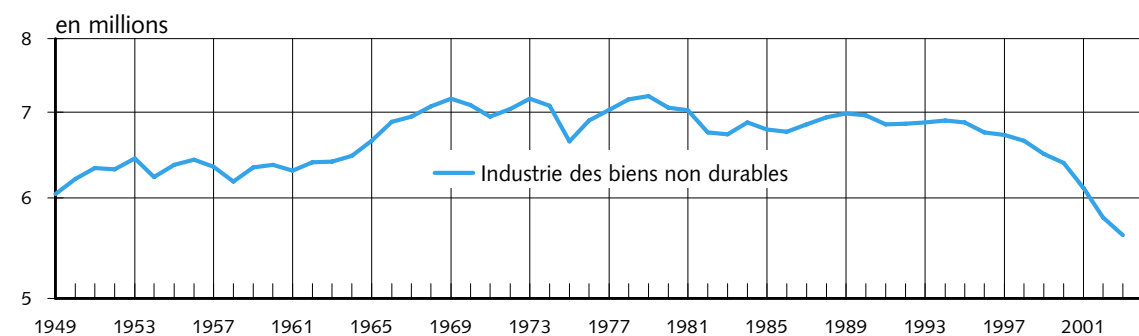
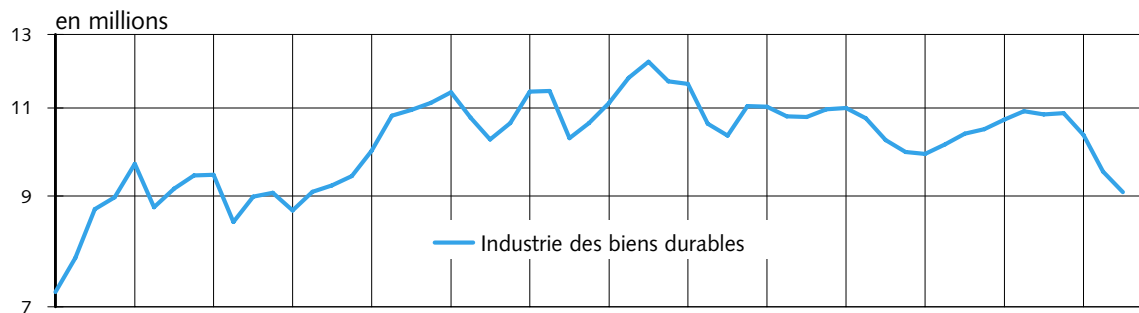
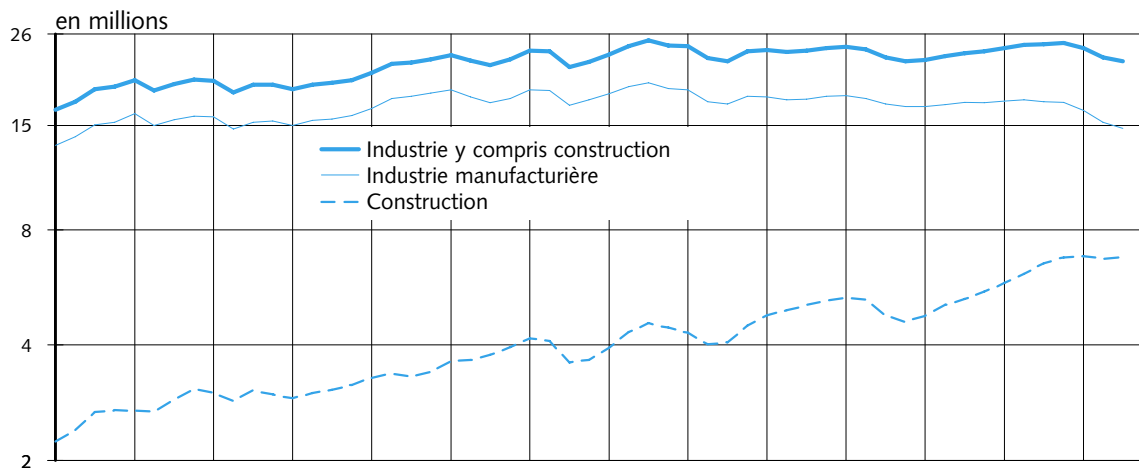
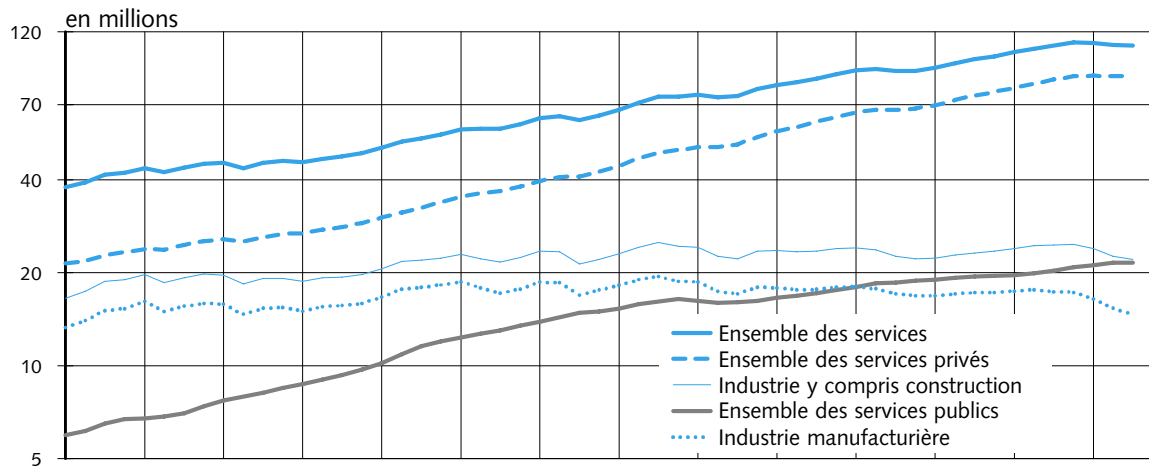
**L**e point bas de la récession a été officiellement daté en novembre 2001 par le National Bureau of Economic Research. L'économie américaine se trouve être en reprise depuis déjà plus de deux ans. Pourtant, l'emploi salarié peine toujours à se redresser et la durée hebdomadaire du travail peine à remonter. Jamais depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale de tels phénomènes n'ont été constatés. Certes, la reprise a été jusqu'à l'été dernier plutôt molle. Les progrès de productivité sont vifs mais pas de manière anormale. On observe en fait une fuite à l'importation particulièrement prononcée, notamment à l'importation en provenance de la Chine, qui touche principalement les biens durables et non durables et affecte l'industrie. L'emploi manufacturier américain qui avait relativement bien résisté jusqu'à la fin des années 1990, contrairement à ce que l'on observe en Europe et surtout en France, se contracte depuis quatre ans et vient de retrouver ses niveaux du début des années 1960. L'accentuation des délocalisations vers les pays émergents d'Asie principalement affecte la sphère industrielle américaine.

Le redressement de l'emploi salarié commencé depuis août dernier est plus que timide. En décembre, selon les premières estimations du Département du travail, l'emploi salarié n'a pratiquement pas augmenté, baissant encore dans l'industrie manufacturière. A cela s'ajoute le double fait que la durée hebdomadaire du travail dans le secteur privé non agricole peine à remonter et que la hausse du salaire individuel moyen continue de ralentir. Au total, la masse salariale versée par les entreprises dans l'ensemble du secteur privé non agricole augmente à peine en termes nominaux et s'effrite

encore en termes réels. La faiblesse du redressement de l'emploi salarié depuis août dernier laisse toujours planer le risque d'un affaiblissement de la consommation des ménages qui avait été stimulée par la baisse des impôts sur le revenu et par le refinancement antérieur de l'endettement hypothécaire.

Que deux ans après le point bas de la dernière récession officiellement daté en novembre 2001 par le NBER (National Bureau of Economic Research), l'emploi ne soit pas encore vraiment reparti à la hausse pose une question cruciale qu'il

## Etats-Unis : emploi salarié



© REXECODE

convient d'éclairer d'autant plus que ce qui se passe outre-Atlantique pourrait aussi se passer de ce côté-ci. Aux Etats-Unis, il s'avère que les destructions d'emplois dans le secteur manufacturier se poursuivent alors que les créations d'emplois dans l'ensemble des services privés sont à peine positives.

A l'amélioration de la productivité, consécutive à l'effort antérieur d'investissement et qui continue de se diffuser à l'ensemble des secteurs, notamment ceux des services, s'ajoute un effet négatif qui touche au premier chef l'industrie, lié à l'envolée des importations, particulièrement celles en provenance des pays émergents et notamment de la Chine. Un phénomène nouveau est peut-être en train d'apparaître, celui de la désindustrialisation des Etats-Unis provoqué par les délocalisations.

## ■ Le constat

On peut comparer les évolutions de l'emploi salarié à la sortie des quatre dernières récessions officiellement datées par le NBER et dont les points bas sont les suivants : mars 1975, novembre 1982, mars 1991 et novembre 2001. Nous n'avons pas retenu la récession de 1980, spécialement courte (six mois) qui avait été suivie d'une reprise en 1981 particulièrement brève.

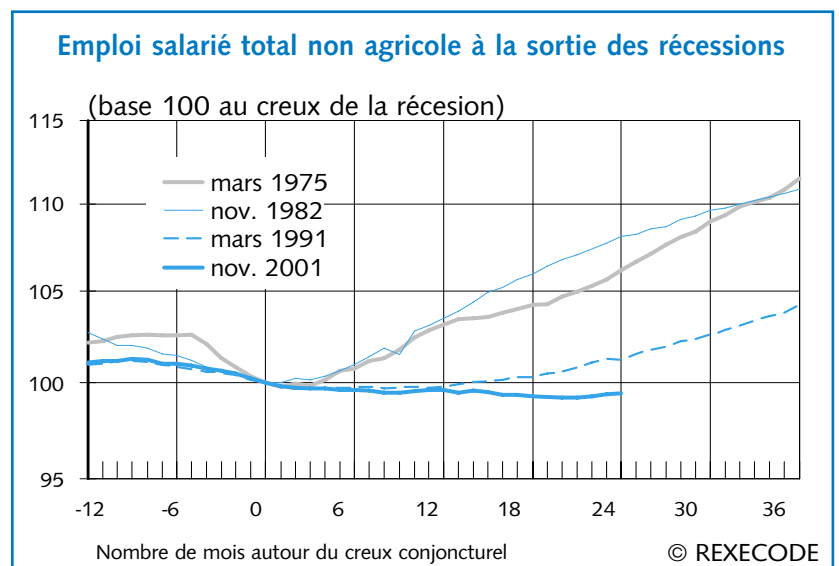
Sur le graphique ci-dessous figure l'évolution de l'emploi salarié au cours des douze mois précédant le creux conjoncturel et au cours des trente-six mois qui l'ont suivi. Evidemment, pour la phase de reprise en cours, notre observation ne porte que

sur les vingt-quatre mois connus qui suivent le creux de novembre 2001. L'emploi est représenté par rapport à une base 100 qui est définie au creux conjoncturel.

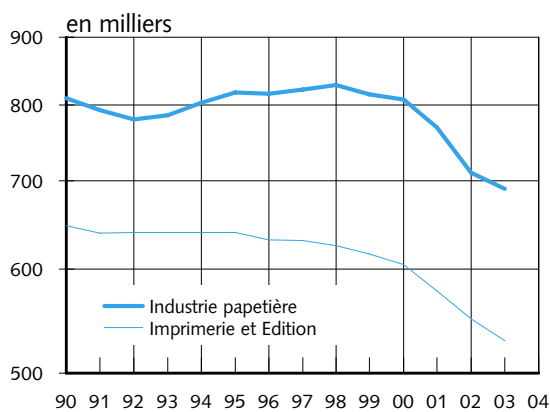
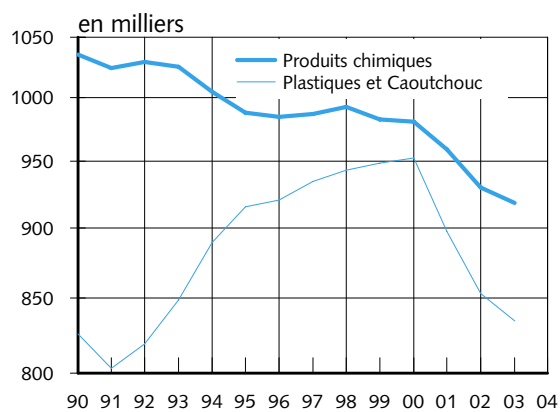
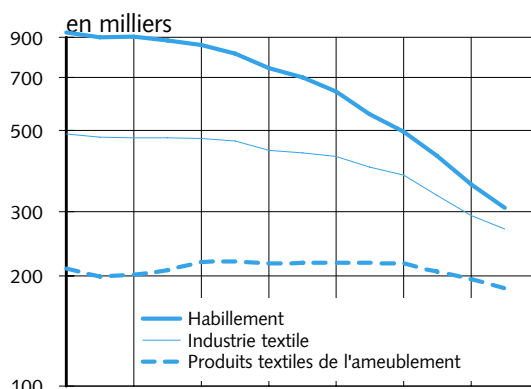
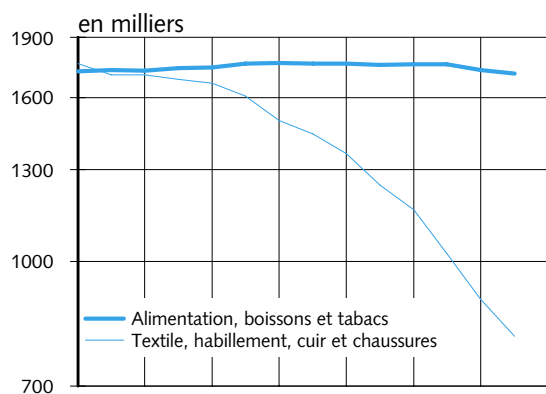
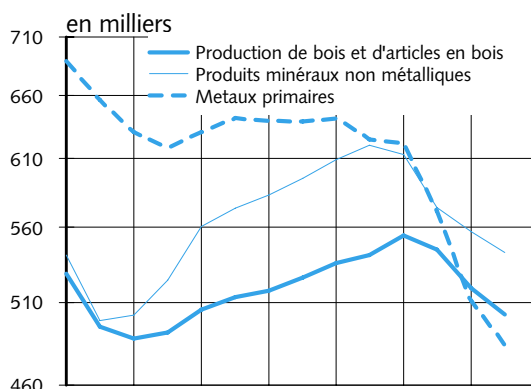
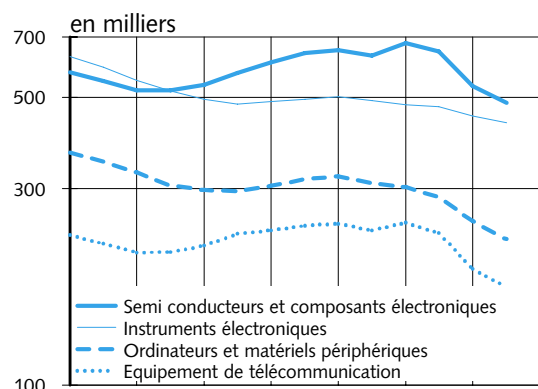
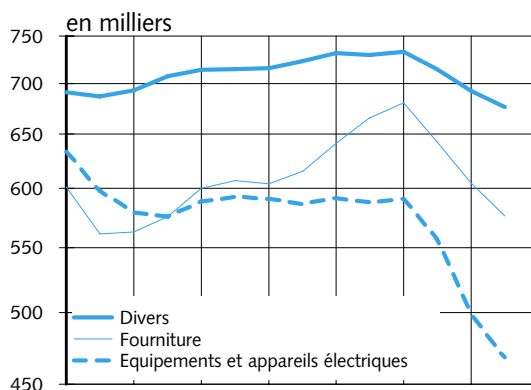
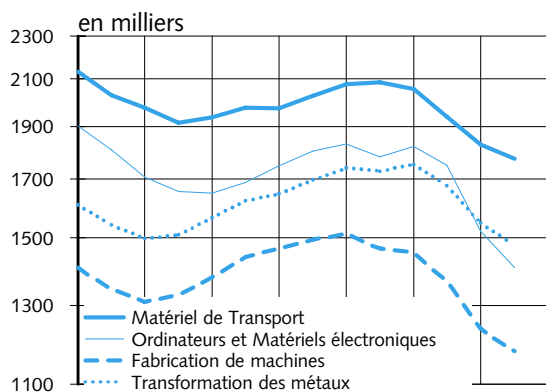
Il s'avère qu'au cours de la récession de 2001, la baisse de l'emploi salarié total non agricole a été analogue à celle constatée au cours de la précédente récession de 1990-1991, moins forte qu'au cours des récessions précédentes de 1974-1975 ou 1981-1982. L'anomalie se trouve dans la phase de reprise actuelle où vingt-quatre mois après, l'emploi a à peine redémarré alors que celui-ci s'était redressé cinq à six mois après le redémarrage du cycle de l'activité en 1975 et en 1982 et qu'il était reparti quinze mois après en 1991. Au regard de celle de 1991 qui était déjà atypique du point de vue de la reprise des créations d'emploi – on avait parlé à l'époque de « jobless recovery » – il se trouve que la reprise en cours est encore plus atypique.

### *Les emplois dans les services se redressent mollement*

Si l'on décline par secteur les évolutions constatées, l'anomalie



## Etats-Unis : emploi salarié



© REXECODE

ne vient pas du secteur de la construction qui, il est vrai, n'a pratiquement pas perdu d'emplois au cours de la dernière récession mais n'en crée pas beaucoup depuis deux ans. Elle se trouve dans la faiblesse de la reprise des créations d'emplois dans les services privés et surtout dans la poursuite des destructions dans l'industrie manufacturière.

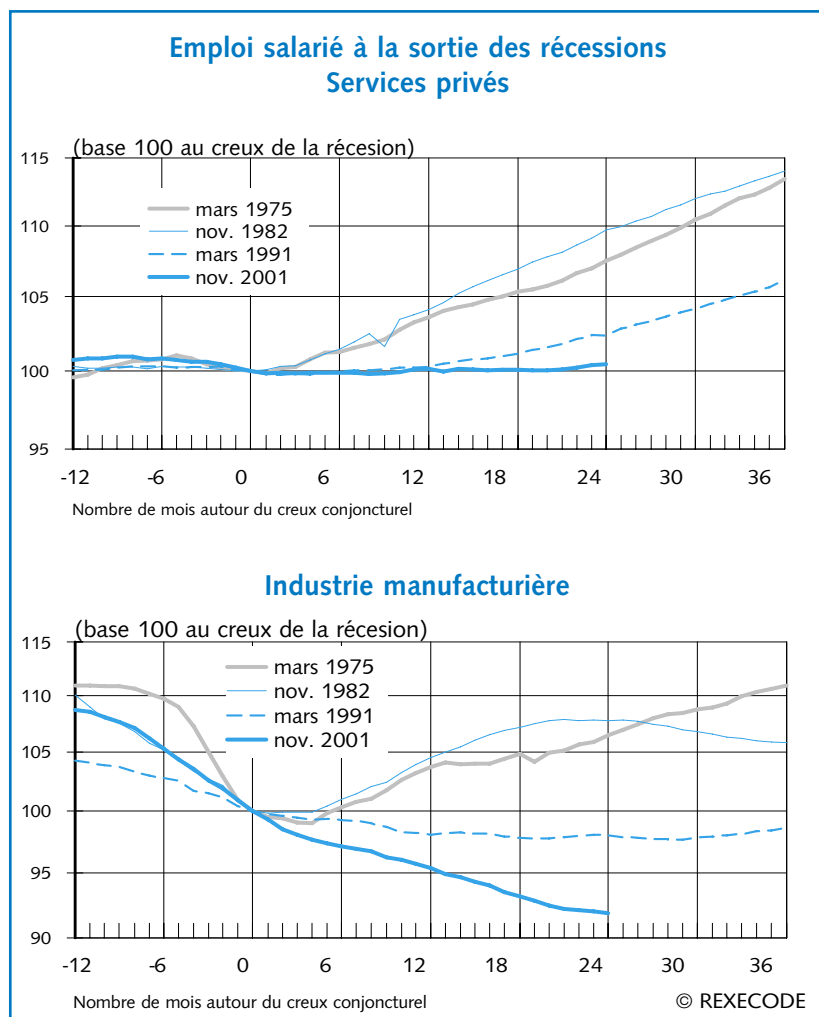
De novembre 2001 (creux de la récession) à novembre 2003 (dernier point connu), l'emploi salarié dans l'ensemble des services privés n'a augmenté que de 0,4 % (+ 371 000). Ceci est à comparer à la hausse de 2,8 % observée vingt-quatre mois après le début de la reprise d'avril 1991, ou de 9,9 % après celle de décembre 1982 ou encore de 7,9 % après celle d'avril 1975.

*Ils continuent de reculer dans l'industrie*

Dans l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a encore diminué en fin d'année 2003. De novembre 2001 à novembre 2003, son repli ressort à plus de 8 % au total (- 1,28 million). Jamais un tel phénomène ne s'était antérieurement produit au moins avec une telle ampleur puisque vingt-quatre mois après la sortie de récession de 1975, l'emploi manufacturier était en progression de 6,5 %, vingt-quatre mois après celle de la récession de 1982 en hausse de 7,8 % et vingt-quatre mois après celle de 1991 en repli de 2 % seulement. La reprise de l'activité n'empêche plus cette fois la poursuite de la destruction massive d'emplois industriels.

Un phénomène nouveau est peut-être en train de s'opérer,

que ne doivent pas dissimuler les difficultés conjoncturelles présentes et qui tend d'ailleurs à les renforcer. L'emploi manufacturier américain qui avait relativement bien résisté jusqu'à la fin des années 1990, contrairement à ce que l'on observait en Europe et particulièrement en France, est en train de se contracter vivement. En considérant les moyennes annuelles, il se trouve en 2003 en recul de 16,3 % sur son dernier point haut de 1998. En cinq ans, il a diminué de 2,9 millions et a retrouvé le niveau qu'il avait en 1961. Le recul concerne aussi bien les secteurs produisant des biens durables que ceux fabriquant des biens non durables. Dans ces derniers, les effectifs salariés employés baissent depuis 1996.



### Tous les secteurs sont touchés

Si l'on considère les différents secteurs produisant des biens non durables, tous sont concernés par ce phénomène de recul de l'emploi salarié, à l'exception notable de ce qu'il est convenu d'appeler les industries agricoles et alimentaires (y compris tabacs). Le secteur le plus touché est celui du textile et de l'habillement dont les effectifs fondent littéralement. Ils sont passés de 1,6 million en 1990 à 0,76 en 2003, comme aussi celui du cuir et de la chaussure où ils sont passés de 133 000 à 44 000. Le secteur des industries chimiques n'est pas épargné comme non plus celui de l'industrie papetière ou également de l'imprimerie et de l'édition. Pour tous ces secteurs, il apparaît qu'une vague de fond

dont la force s'est encore accentuée au milieu des années 1990 ajoute ses effets négatifs à ceux de la faiblesse de la reprise de la conjoncture industrielle récente pour expliquer le recul de l'emploi.

Dans les secteurs des biens durables, le phénomène est également manifeste, aussi violent que dans celui des biens non durables. Sont particulièrement touchés les métaux primaires, la fabrication des machines et appareils électriques et aussi le matériel de transport. Les secteurs de la fabrication des ordinateurs et des matériels périphériques comme aussi des instruments électroniques ne sont pas non plus épargnés.

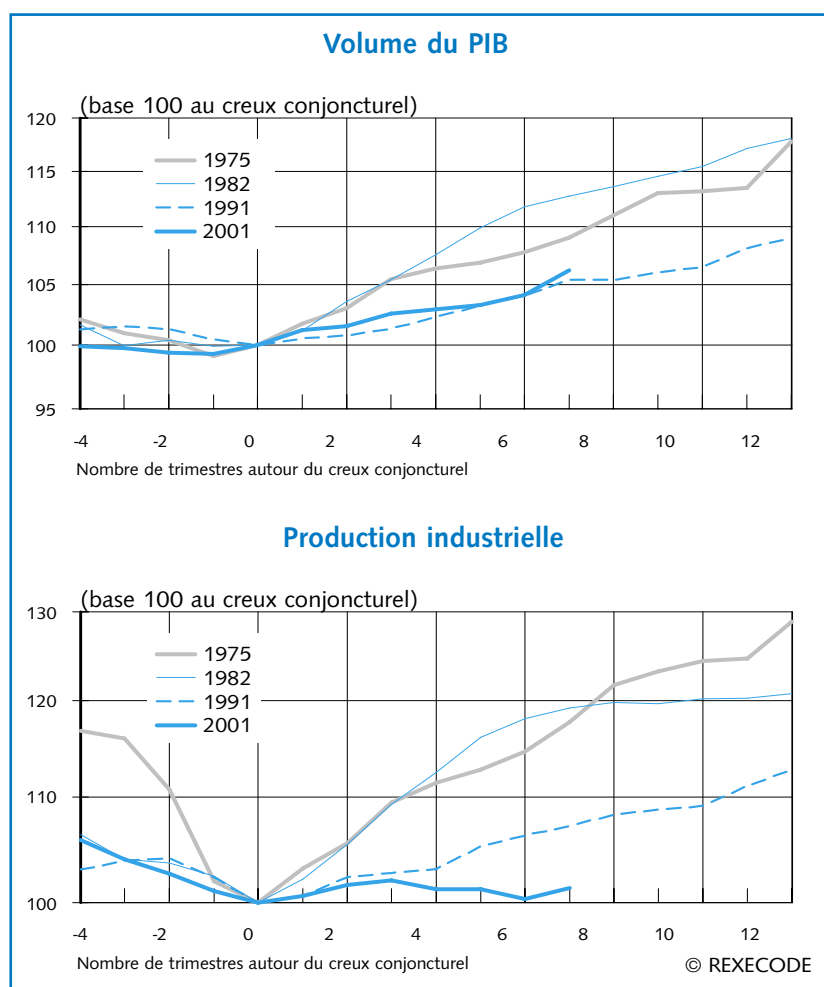
Au total, sur ces cinq dernières années, l'emploi manufacturier dans les biens durables a baissé de 16,7 % (- 1,8 million) et dans les biens non durables de 15,7 % (- 1,1 million). Dans les secteurs des biens durables, il a retrouvé ses niveaux du début des années 1960 et dans celui des biens non durables ceux de 1946.

### ■ Les facteurs explicatifs

Sans prétendre pouvoir expliquer l'intégralité du phénomène, on peut penser a priori aux différents facteurs explicatifs suivants : faiblesse de la reprise, accélération exceptionnelle des progrès de productivité et fuite accentuée à l'importation.

#### 1. La faiblesse de la reprise

Si l'on compare l'évolution du volume du PIB observée depuis la sortie de la récession de 2001

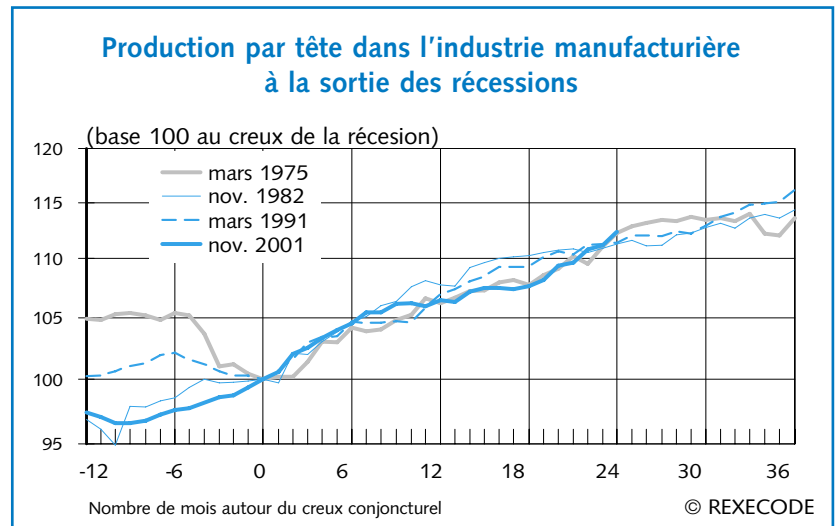


à celles constatées à la sortie des récessions de 1975, 1982 et 1991, il s'avère que la reprise en cours est molle au regard de celles de 1975 et de 1982, mais non d'un rythme différent de celle de 1991. Ceci apparaît clairement sur le graphique page 8 où est figurée l'évolution du volume du PIB quatre trimestres avant les creux conjoncturels (premier trimestre 1975, quatrième trimestre 1982, premier trimestre 1991 et quatrième trimestre 2001) et douze trimestres après.

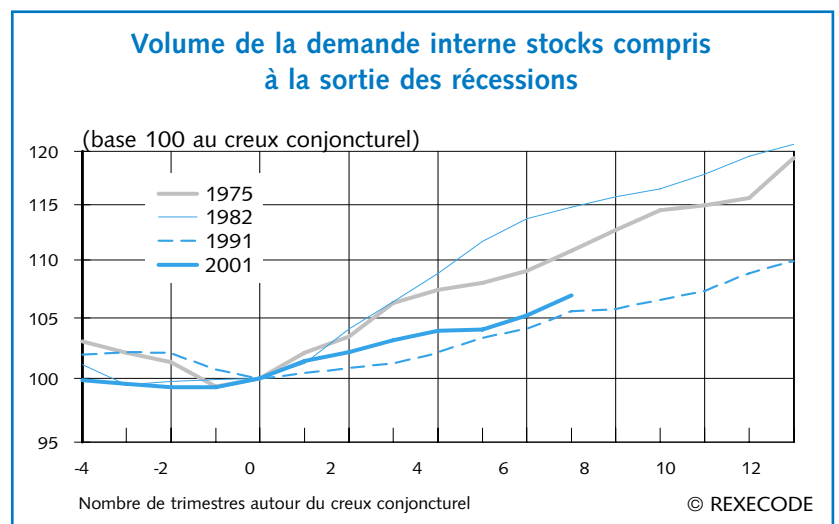
Si l'on fait le même exercice en s'intéressant à la production industrielle, l'atypie de la reprise actuelle est clairement visible. Après une récession brutale, bien plus sévère que celle du PIB, il n'y a pratiquement pas de reprise de l'activité industrielle contrairement aux sorties de récession passées, même celle de 1991, de sorte que l'emploi dans ce secteur réagit différemment de ce qu'il faisait antérieurement dans les phases de reprise. Au regard des observations historiques passées, il y a rupture de la corrélation traditionnelle entre variations du PIB et variations de la production industrielle. Antérieurement, au sortir des récessions, la reprise de l'activité industrielle était plus vive que celle du PIB. Dans la phase actuelle, c'est l'inverse, la reprise de l'économie générale a été jusqu'ici plutôt globalement molle comme en 1991, celle de l'activité industrielle l'est plus encore, elle n'est pas encore clairement manifeste.

## 2. La productivité

Dans la phase de reprise récente caractérisée par une faible reprise de l'activité indus-



trielle, la productivité apparente de la main d'œuvre, mesurée par tête et plus encore par heure, ne montre aucune évolution anormale au regard de celles constatées dans le passé à la sortie des trois récessions précédentes. Ceci est vrai tant au niveau de l'économie dans son ensemble qu'au niveau de la seule industrie manufacturière. Le faible redémarrage de l'emploi et la poursuite de son recul dans l'industrie manufacturière ne s'expliquent donc pas par une accélération anormale des progrès de productivité. Il est vrai que cette affirmation est à nuancer dans la mesure où l'on sait qu'il y a corrélation positive entre l'intensité des progrès de productivité et l'intensité de l'activité. Avec





une reprise molle de l'activité, on était en droit de s'attendre, au regard des observations passées, à des progrès de productivité médiocres, ce qui n'est pas le cas.

### 3. Les fuites à l'importation

Si l'on considère l'évolution de la demande intérieure (stocks compris ou hors stocks), l'évolution de celle-ci depuis le début de la reprise en cours est analogue à celle observée à la sortie de la récession de 1991 (voire un peu plus soutenue), moins dynamique qu'à la sortie des récessions de 1975 et de 1982.

La grande différence concerne la demande extérieure nette dont l'impact négatif sur le PIB est bien plus vif que dans le passé et dont la dégradation s'est accentuée davantage qu'à la sortie de la récession de 1991 alors que la demande intérieure est à peine plus vigoureuse qu'à l'époque. La dégradation actuelle de la demande extérieure nette est de même ampleur qu'à la sortie des récessions de 1975 et 1982 alors que cette fois-ci la demande intérieure fait preuve de moins de

dynamisme. Toutes choses égales par ailleurs, la fuite à l'importation s'est accentuée, ce qui concerne essentiellement les marchandises et touche donc particulièrement l'industrie.

Cette fuite à l'importation concerne principalement les biens de consommation durables et non durables mais n'épargne pas les biens d'équipement et les secteurs des technologies nouvelles. Elle se fait à l'avantage de tous les pays développés et en voie de développement, principalement au profit de la Chine. Le déficit bilatéral des Etats-Unis avec la Chine ressort à environ 120 milliards de dollars par mois (rythme annuel) contre moins de 70 milliards de dollars pour le déficit bilatéral avec le Japon. Il est supérieur au déficit que les Etats-Unis enregistrent avec l'ensemble de l'Union européenne à 15, qui dépasse légèrement les 100 milliards de dollars par mois (taux annuel).

L'envolée des importations, notamment en provenance de la Chine, dont une partie s'explique par la délocalisation d'activités manufacturières, contribue sans aucun doute à peser sur la production manufacturière et donc sur l'emploi industriel. Ceci est à relier à la faiblesse des coûts salariaux chinois accentuée par une politique chinoise de maintien d'une sous-évaluation du yuan d'environ 30 %. Si l'emploi manufacturier tarde encore à se redresser outre-Atlantique, les demandes américaines de réévaluation du yuan (et/ou de dévaluation du dollar) vont s'intensifier. ■

